



Commission de Régulation de l'Énergie

Le 18 avril 2017

Ref.: STB-CRE- Réponse Consultation

Objet : Contribution à la consultation publique du 23 mars 2017 concernant les prestations annexes

Madame, Monsieur,

La société Ailes Marines est attributaire du projet éolien en mer situé en baie de Saint Brieuc aux termes de l'appel d'offres 2011/S 126-208873 lancé en juillet 2011. C'est la raison pour laquelle nous répondons par la présente à la consultation publique que vous avez lancée le 23 mars dernier sur la proposition faite par RTE d'un contrat de prestations annexes.

Notre projet est ambitieux et requiert un investissement très important. Au regard des sommes en jeu, nous sommes légitimement soucieux du risque d'indisponibilité du réseau d'évacuation de l'énergie vers le réseau public de transport, qui sera obligatoirement réalisé par RTE, sans solution technique alternative, et dont le bon achèvement, puis le bon fonctionnement conditionnent la viabilité du projet. Sur le principe, l'idée d'un dispositif spécifique, de nature à pallier à ce risque non moins spécifique, nous apparaît donc très pertinente.

Malheureusement, la proposition formulée par RTE et sur laquelle vous avez consulté le marché est loin de répondre aux enjeux et de satisfaire nos attentes. Nous vous confirmons donc ce que nous avons déjà indiqué au gestionnaire du réseau public de transport.

En premier lieu, le périmètre de la prestation doit impérativement être étendu à l'ensemble du réseau d'évacuation et donc inclure la partie terrestre du raccordement. D'une part, compte tenu de l'expertise de RTE et de sa maîtrise des délais de réparation sur les parties terrestres des réseaux d'évacuation, ceci constitue pour elle un risque mineur. D'autre part et en tout état de cause, pour un producteur en mer, toute indisponibilité sur le réseau d'évacuation, que ce soit sur la partie terrestre ou sur la partie maritime, place identiquement l'installation dans une situation de risque existentiel.

En deuxième lieu, en l'état actuel des stipulations du CART-P et des termes de ce projet de contrat, les conséquences d'une incapacité de RTE, quelle qu'en soit la raison, à mettre un terme à une indisponibilité prolongée des lignes d'évacuation de l'énergie ne sont pas prises en considération. Il convient de préciser qu'il s'agit pour nous d'un risque non maîtrisable, puisque relevant exclusivement de RTE, opérateur en monopole sur lequel nous ne disposons pas des recours dont un industriel dispose ordinairement à l'égard d'un prestataire-clef.

Certes, un projet de décret est actuellement soumis au Conseil d'Etat, après consultation de la CRE, qui permet d'infliger à RTE des pénalités en cas de retard de raccordement ; mais, outre que le montant des pénalités prévu ne couvrira pas nécessairement, dans la version qui a été portée à notre connaissance en tout cas, le préjudice réel des producteurs, l'objet de ce texte est limité aux retards de raccordement et exclut donc les cas d'indisponibilité non programmée du réseau d'évacuation.





Enfin, l'obligation qui serait faite à RTE de déployer ses meilleurs efforts pour réduire la durée de l'Indisponibilité Non Programmée et mobiliser dans les meilleurs délais les moyens dont cet opérateur dispose est déjà inscrite dans les stipulations du CART-P. Dès lors que, dans la proposition de RTE, aucun moyen supplémentaire ne serait mis en place pour rétablir le couplage au réseau des parcs dont les producteurs auraient souscrit à ce contrat de prestations annexes, conformément à l'obligation dont RTE rappelle qu'elle lui incombe de traiter tous les producteurs sur un pied d'égalité, nous n'apercevons pas clairement l'intérêt de ce contrat.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre demande et vous prions d'agréer, Monsieur, Madame, nos salutations respectueuses.

Emmanuel Rollin

Directeur de Projet
Eolien Offshore
Ailes Marines

Silke Ehrhart

Chef de Projet
Eolien Offshore
Ailes Marines

